

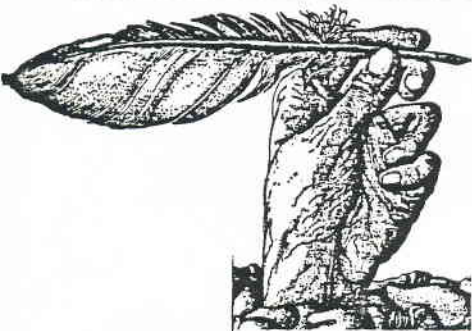
OCTOBRE 1983

85 000 syndiqués sont déjà  
 au P.A.C.



## SOMMAIRE :

- 1/. Le billet de P.O.A.C.G.E.F.I.
- 2/. 1984 : Une grande avancée : 22 Fédérations au C.P.A.  
 .Pour une avancée significative vers le 1 %
- 3/. Tableau des cotisations U.D. et Fédérations pour 1983
- 4/. Le P.A.C. : 1 milliard 360 millions en plus  
 .Tableau national du P.A.C. pour les U.D.  
 .Objectif 42ème Congrès : 500 000 P.A.C.
- 5/. Position C.G.T. et U.G.I.C.T. sur la Politique Financière.



ET MAINTENANT !

SANS ATTENDRE.....

Les élections à la Sécurité Sociale viennent de confirmer le fait - la C.G.T. est et reste la première centrale syndicale du pays.

Cette réalité n'est pas pour faire plaisir à nombre de commentateurs et au C.N.P.F. qui visaient à nous déloger de notre première place et à nous porter un coup décisif.

Mais, c'est raté, et il faudra compter avec la C.G.T., avec une C.G.T. qui entend se donner une capacité d'intervenir nettement plus grande afin de bien faire face à ses responsabilités.

- ET MAINTENANT ! c'est avec un esprit unitaire que nous voulons défendre et améliorer la protection sociale.
- ET MAINTENANT ! plus que jamais, nous entendons rester les premiers et les meilleurs pour la défense des travailleurs, comme le rappelait encore Henri KRASUCKI le 21 octobre au Congrès du Syndicat RENAULT - LE MANS :

*"Nous sommes et nous resterons le syndicat de la feuille de paie, le syndicat de la feuille d'impôt, le syndicat des conditions de travail, le syndicat des droits individuels et collectifs des travailleurs et de tout ce qui fait leur vie quotidienne au travail et dans l'existence."*

La question est d'actualité, il faut se mettre à l'oeuvre sur chaque lieu de travail, en examinant ce que nous devons faire pour que notre activité syndicale ait l'efficacité requise.

- MAINTENANT ! sans attendre, il faut agir pour les revendications, les changements en étant conscient que cela ne peut se faire sans un outil syndical approprié.

Aussi, Novembre-Décembre doivent être les mois où le renforcement de la C.G.T., en nombre d'adhérents, en diffusion de nos idées, en conquête des moyens financiers, doit être une tâche prioritaire et une activité à la hauteur de l'action revendicative à soutenir.

le billet

de

PO.

AC.

GE.

FI.

- ET MAINTENANT ! sans attendre, prenons, dans tous les syndicats, les dispositions pour une impulsion généralisée de la mise en oeuvre de notre politique financière.

Faisons vivre au quotidien partout, avec tous nos syndiqués, notre activité financière en assurant étroitement le lien :

- . REVENDICATION,
- . COTISATIONS,
- . ACTION.

# NOTRE ACTION EST PAYANTE



## 1 9 8 4 : U N E G R A N D E A V A N C E E

### 22 FÉDÉRATIONS AU CARNET PLURI ANNUEL

Gratuit, procurant des avantages et services nouveaux aux syndiqués, assurant la permanence de l'adhésion et la solidarité entre les organisations de la C.G.T. (F.N.I.), le Carnet Pluri-Annuel (C.P.A.) lié étroitement au Prélèvement Automatique des Cotisations (P.A.C.) est un moyen important qui concoure chaque année à éviter l'érosion de nos forces chaque début d'année.

Bien utilisé, il est susceptible d'être un moyen considérable de renforcement de nos organisations.

Il est donc souhaitable de donner à sa diffusion une efficacité politique maximum.

Les Carnets Pluri-Annuels sont maintenant dans les Unions Départementales. La ventilation nécessite une coordination entre les Fédérations, les Unions Départementales et les Unions Locales afin de bien la maîtriser.

C'est dans cet esprit que la Confédération a proposé aux Fédérations et Unions Départementales, au cours des différentes journées de travail, que la ventilation des C.P.A. en 1984 soit effectuée par les Unions Départementales.

S'ajoutant aux 11 Fédérations le pratiquant déjà, 11 Fédérations sont concernées pour 1984 :

- Cheminots,
- Energie,
- Energie Atomique,
- Santé,
- Construction,
- Commerce,
- Papier Carton,
- Textile,
- Tabacs,
- Matières Plastiques,
- Services Publics

- . 8 Fédérations ont retenu la proposition,
- . 3 Fédérations les ventileront elles-mêmes dans les Syndicats :  
Cheminots,  
Energie, Energie Atomique.

AU TOTAL, EN 1984, 22 FEDERATIONS SERONT  
AU CARNET PLURI-ANNUEL

1981 Agro Alimentaire  
1982 Chimie  
 Travailleurs de l'Etat  
 Transports  
1983 Habillement  
 Cuir et Peaux  
 Céramique  
 Sociétés d'Etudes,  
 Bois  
 Organismes Sociaux  
 Secteurs Bancaires



Dans les jours qui viennent, sur la base des documents qui vous ont été remis au cours des journées de travail des 7 et 8 septembre 1983 (Commission Exécutive élargie aux Secrétaires Généraux des U.D., Fédérations et Comités Régionaux), des dispositions doivent être prises pour que ce matériel soit réparti très minutieusement, avec un contrôle parfait afin qu'aucun syndicat ne soit oublié.

Il est donc recommandé que les U.D. interviennent auprès des syndicats pour les Fédérations concernées, en s'appuyant partout où cela est possible sur les U.D., les Comités de Coordination, les U.L., etc ... pour que les Syndicats viennent chercher le matériel à l'U.D.

L'envoi administratif ne doit pas être retenu (sauf cas exceptionnel). Il est, en effet, souhaitable pour des raisons fondamentales qu'un contact physique s'établisse pour donner les explications politiques et pratiques nécessaires pour une bonne ventilation des C.P.A. et des autorisations de P.A.C.

Dans le même temps, le syndicat passera commande à l'U.D. des F.N.I., Actifs, Retraités, U.G.I.C.T. pour qu'elle transmette celle-ci à la Fédération afin que le syndicat soit servi dans les meilleures conditions et puisse être en mesure d'engager la bataille du placement du F.N.I. dès le mois de décembre 1983, conformément au plan de travail proposé par la Confédération (voir plan de travail dans la CONQUETE DES MOYENS n° 23).

Dans les contacts que l'U.D. aura avec les Syndicats, elle leur proposera la réalisation d'un plan de travail précis afin de diriger, d'impulser et de contrôler la remise du Carnet Pluri-Annuel et la bataille du Prélèvement Automatique des Cotisations.

Dans ce sens, chaque Carnet devra être remis avec l'autorisation de prélèvement automatique et la feuille de collectage qui l'accompagne sans laquelle le prélèvement ne peut s'effectuer.

## POUR UNE AVANCEE SIGNIFICATIVE

### VERS LE 1%



Participer financièrement à la vie syndicale à hauteur de 1 % de son salaire, c'est une question primordiale pour la vie de la C.G.T..

Voilà ce qui a conduit la C.G.T. à entreprendre la revalorisation des cotisations, conjointement avec la mise en place d'une véritable politique financière. Chacun peut mesurer aujourd'hui l'avancée en la matière. Cependant, il importe d'aller plus loin, et de gagner la bataille du 1 %. Pour ce faire, il faut développer le débat avec les syndiqués, c'est avec eux que nous obtiendrons les moyens nécessaires pour l'action et la vie de nos organisations.

Nous pouvons constater que partout où le syndicat a engagé la bataille sur cette question, des résultats positifs sont obtenus permettant de faire vivre le syndicat tout en irriguant l'ensemble des structures afin de donner les moyens de l'action.

Il est particulièrement important que les nouveaux adhérents prennent bien en compte le 1 % et qu'il en soit de même lors de la création de nouvelles bases. La "Résistance" à cette évolution dans nos bases traditionnelles tient surtout à notre insuffisance à expliquer ce qu'est la cotisation et ce à quoi elle est utilisée, pour qui ! En un mot, expliquer la C.G.T., sa vie à travers ses structures.

Le 41ème Congrès a réaffirmé ces éléments, il a remis également en mémoire les efforts nécessaires pour réaliser nos objectifs et l'engagement collectif qui en découle, à savoir :

- application de la cotisation à 1 % du salaire net,
- généralisation du P.A.C..

Les moyens pour aider nos syndicats ont été mis en oeuvre avec l'édition d'un barème sur les cartes et la mise en route du P.A.C.-C.G.T., mais ce ne sont là que des outils qui ne sauraient servir si on les laisse à l'établi ou au placard.

En fait, il s'agit avant tout d'une bataille de conviction pour que toute la C.G.T. ait les moyens de sa politique, ce que seuls les syndiqués peuvent lui garantir, qu'être syndiqué à 100 %, c'est avoir sa carte ou le Carnet Pluri Annuel et le F.N.I. et s'acquitter régulièrement, chaque mois de sa cotisation au taux de 1 %.

C'est à partir de cette idée que nous obtiendrons les moyens suffisants que le syndicat est en droit d'attendre pour défendre l'intérêt des syndiqués et de l'ensemble des travailleurs.

Alors, au moment où les syndicats vont déterminer leur cotisation 84, au moment d'une campagne de renforcement, suite logique à la bataille Sécu et de placement du Carnet Pluri Annuel - F.N.I. et des cartes 1984, nous devons nous saisir de ceux-ci pour relancer le débat du 1 % à tous les niveaux.

X  
X X  
X X X  
X X X X  
X X X  
X X  
X



**T A B L E A U   D E S   C O T I S A T I O N S**  
-----**U N I O N S   D É P A R T E M E N T A L E S /**  
-----**F É D É R A T I O N S   E N   1 9 8 3**  
-----

- Afin de faciliter l'appréhension des taux de cotisations aux différentes structures et pour avancer ensemble vers une maîtrise générale et concertée de leur évolution, nous donnons connaissance des taux pratiqués en 1983 au niveau des Fédérations et Unions départementales.
  
- Début 1984, nous indiquerons les taux fixés par les structures pour l'exercice 1984.
  
- Nous recommandons à nos organisations d'avoir le souci en déterminant leur taux de cotisation, de le faire en regard certes, de leurs besoins, tout en tenant compte de ceux des autres structures, et de la nécessité de permettre au syndicat de base de disposer des finances nécessaires à l'activité syndicale quotidienne.

&

& &

& & &

& & & &

& & &

& &

&

# Unions départementales

COTISATIONS 1983

|    |                      |                |                |    |                  |                            |  |  |
|----|----------------------|----------------|----------------|----|------------------|----------------------------|--|--|
| 01 | Ain                  | 9,00           | 2 taux en 1983 | 25 | Doubs            | 9,75                       |  |  |
| 02 | Aisne                | 9,40 à 14,50 F |                | 26 | Drôme            | 9,20                       |  |  |
| 03 | Allier               | 13,90          |                | 27 | Eure             | 10,50                      |  |  |
| 04 | Alpes (Basses)       | 10,00          |                | 28 | Eure-et-Loir     | 7,85 + 1,60 = 9,60         |  |  |
| 05 | Alpes (Hautes)       | 8,80           |                | 29 | Finistère        | 8,40                       |  |  |
| 06 | Alpes-Maritimes      | 7,30           |                | 30 | Gard             | 8,60                       |  |  |
| 07 | Ardeche              | 8,75           |                | 31 | Garonne (Haute)  | 10,70                      |  |  |
| 08 | Ardennes             | 9;30           |                | 32 | Gers             | 8,50                       |  |  |
| 09 | Ariège               | 10,65          |                | 33 | Gironde          | 9 à 10 F (Ac. 6 à 9 F (R)) |  |  |
| 10 | Aube                 | 10,00          |                | 34 | Hérault          | 9,50                       |  |  |
| 11 | Aude                 | 9,00           |                | 35 | Ille-et-Vilaine  | 8,85                       |  |  |
| 12 | Aveyron              | 10,00          |                | 36 | Indre            | 10,00                      |  |  |
| 13 | Bouches-du-Rhône     | 8,35           |                | 37 | Indre-et-Loire   | 12,00                      |  |  |
| 14 | Calvados             | 9,00           |                | 38 | Isère            | 8,30                       |  |  |
| 15 | Cantal               | 10,50          |                | 39 | Jura             | 9,60                       |  |  |
| 16 | Charente             | 9,00           |                | 40 | Landes           | 11,50                      |  |  |
| 17 | Charente-Maritime    | 11,00          |                | 41 | Loir-et-Cher     | 9,60 (A) 5,60 (R)          |  |  |
| 18 | Cher                 | 8;60           |                | 42 | Loire            | 8,15                       |  |  |
| 19 | Corrèze              | 6,80           |                | 43 | Loire (Haute)    | 10,50                      |  |  |
| 20 | Corse<br>Sud<br>Nord | 5,00<br>8,50   |                | 44 | Loire-Atlantique | 10,62                      |  |  |
| 21 | Côte-d'Or            | 10,50          |                | 45 | Loiret           | 8,00                       |  |  |
| 22 | Côtes-du-Nord        | 10,00          |                | 46 | Lot              | 10,50                      |  |  |
| 23 | Creuse               | 9,80           |                | 47 | Lot-et-Garonne   | 11,00                      |  |  |
| 24 | Dordogne             | 12,50          |                | 48 | Lozère           | 7,00                       |  |  |

# Unions départementales

COTISATIONS 1983

|    |                     |               |  |                     |    |                       |                                    |                 |  |
|----|---------------------|---------------|--|---------------------|----|-----------------------|------------------------------------|-----------------|--|
| 49 | Maine-et-Loire      | 8,38          |  |                     | 73 | Savoie                | 8,82                               |                 |  |
| 50 | Manche              | 7,50          |  |                     | 74 | Savoie (Haute)        | 9,00 à 15,00                       |                 |  |
| 51 | Marne               | 8,65          |  |                     | 75 | Paris (Ville de)      | 12,20                              |                 |  |
| 52 | Marne (Haute)       | 10,00         |  | Pour 1984 : 11,00 F | 76 | Seine-Maritime        | 5,97                               |                 |  |
| 53 | Mayenne             | 14,15         |  |                     | 77 | Seine-et-Marne        | 10,50                              |                 |  |
| 54 | Meurthe-&-Moselle   | 7,30          |  |                     | 78 | Yvelines              | 8,20                               |                 |  |
| 55 | Meuse               | 10,00         |  |                     | 79 | Sèvres (Deux)         | 11,00                              |                 |  |
| 56 | Morbihan            | 6,00          |  |                     | 80 | Somme                 | 9,30 à 25 F (A) 1,20 à 8,60 (S.F.) |                 |  |
| 57 | Moselle             | 7,70          |  |                     | 81 | Tarn                  | 7,90                               | 5,75 à 6,70 (R) |  |
| 58 | Nièvre              | 10,30         |  |                     | 82 | Tarn-et-Garonne       | 9,00                               |                 |  |
| 59 | Nord                | 7,20          |  |                     | 83 | Var                   | 10,15                              |                 |  |
| 60 | Oise                | 10,00         |  |                     | 84 | Vaucluse              | 9,13                               |                 |  |
| 61 | Orne                | 9,80          |  |                     | 85 | Vendée                | 8,60                               |                 |  |
| 62 | Pas-de-Calais       | 8,45 à 19,35  |  |                     | 86 | Vienne                | 11,00                              |                 |  |
| 63 | Puy-de-Dôme         | 10,00 à 18,00 |  |                     | 87 | Vienne (Haute)        | 7,00                               |                 |  |
| 64 | Pyrénées (Basses)   | 9,20 à 9,95   |  |                     | 88 | Vosges                | 11,20                              |                 |  |
| 65 | Pyrénées (Hautes)   | 8,70          |  |                     | 89 | Yonne                 | 11,50                              |                 |  |
| 66 | Pyrénées-Orientales | 10,00         |  |                     | 90 | Territoire de Belfort | 8,70                               |                 |  |
| 67 | Rhin (Bas)          | 10,00         |  |                     | 91 | Essonne               | 8,75                               |                 |  |
| 68 | Rhin (Haut)         | 8,10          |  |                     | 92 | Hauts-de-Seine        | 8,40                               |                 |  |
| 69 | Rhône               | 8,70          |  |                     | 93 | Seine-Saint-Denis     | 8,50                               |                 |  |
| 70 | Saône (Haute)       | 10,00         |  |                     | 94 | Val-de-Marne          | 23 % du salaire                    |                 |  |
| 71 | Saône-et-Loire      | 9,50          |  |                     | 95 | Val-d'Oise            | 8,90                               |                 |  |
| 72 | Sarthe              | 9,50          |  |                     |    | Monaco                |                                    |                 |  |



| FEDERATIONS         | TAUX DE COTISATION 1983                                      |
|---------------------|--|
| Métaux              | ! 12,65 F - UGICT : 19,55 F - Retraités : 7,00 F             |
| Cheminots           | ! 19,05 F  |
| Services Publics    | ! 13,00 F  |
| Chimie              | ! 15,05 F  |
| Construction        | ! 17,95 F et 18,75 F   |
| Sous-Sol            | ! Ouvr.:6,10 F - ETAM:12,20 - UFICT:21,30 - Retr.:37 F       |
| Energie             | ! 9,10 F   |
| Organismes Sociaux  | ! 15,00 F  |
| Transports          | ! 17,41 F à 27,77 F  |
| P.T.T.              | ! -  |
| Agroalimentaire     | ! 13,30 F taux unique - Taux réduit : 7,50 F                 |
| Trav. de l'Etat     | ! 13,35 à 23,35 F  |
| Textile             | ! 10,00 à 13,15 F  |
| Livre               | ! 13,95 F  |
| Ports et Docks      | ! -  |
| Papier Carton       | ! de 7,30 F à 11,00 F  |
| Verre               | ! de 11,15 F à 24,50 F                                       |
| Bois                | ! 13,40 F  |
| Tabacs              | ! 14,00 F  |
| Equipement          | ! 4,95 F   |
| Cuirs et Peaux      | ! de 10,00 à 12,00 F   |
| Céramique           | ! 13,00 F  |
| Finances            | ! 16,00 F (Actifs) - 4,00 F (retraités)                      |
| F.E.R.C.            | ! taux moyen : 3,7 du 1 %                                    |
| Stés d'Etudes       | ! 1 % du salaire   |
| Habillement         | ! 14,00 F (Actifs) - 4,66 F (retraités)                      |
| Energie Atomique    | ! 50 % du montant du timbre + répartition à la Confédération |
| Santé               | ! 10,00 F  |
| Synd. Maritimes     | ! de 35,00 F à 70,00 F                                       |
| Spectacle           | ! 9,50 F   |
| Services Financiers | ! 15,00 F  |
| V.R.P.              | ! 40,00 F  |
| Marine Marchande    | ! -  |
| Police              | ! de 19,75 F à 56,10 F                                       |
| Off. radio-Electr.  | ! 62,00 F  |
| Distribution        | ! 12,50 F  |
| Affaires Sociales   | ! -  |
| U.G.F.F.            | ! Dépend de la Fédération                                    |
| Off. Mécaniciens    | ! -  |
| Journalistes        | ! 1 % du salaire   |
| Matières Plastiques | ! 14,00 F  |

## 1 MILLIARD 360 MILLIONS D'ANCIENS FRANCS

- 13 600 000 francs ou 1 milliard 360 millions d'anciens francs, telle est la somme supplémentaire recueillie par les organisations C.G.T. pratiquant le Prélèvement Automatique des Cotisations.

Oui, le P.A.C. a prouvé son efficacité financière et pour une vie syndicale plus riche, plus vivante, débarrassée de certaines mesures administratives.

- A fin octobre, 85 000 adhérents C.G.T. pratiquent ce mode de collectage moderne. Il s'en suit un accroissement de 4 cotisations par adhérent (12 cotisations par an).

Faisons le calcul :

85 000 CGT X 4 cotisations X 40 F de cotisation  
(moyenne)

= et oui ! la C.G.T. dans son ensemble a accru sa capacité financière de 13 600 000 FRCS actuels.

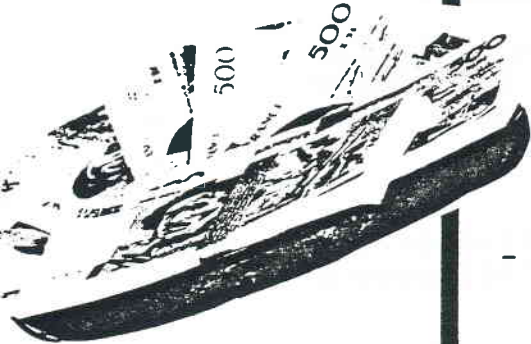
- Quel chemin parcouru en un an !

puisque le précédent calcul publié alors dans "la Conquête des Moyens" indiquait en regard du nombre de syndiqués au P.A.C. à cette époque : 325 000 FRCS.

- S'ajoutant au collectage régulier des cotisations, d'autres constats sont faits :

- . la permanence de l'adhésion. En règle générale, les syndiqués au PAC restent syndiqués à près de 99,8 %.
- . le contact adhérent - collecteur est meilleur car, d'une part, le syndiqué réclame le justificatif de l'acquittement de sa cotisation : le timbre syndical, il y a contact régulier, et, d'autre part, la manipulation de monnaie étant supprimé, le temps est mis à profit pour dialoguer de la situation, des revendications et de l'activité syndicale nécessaire.
- . enfin, la preuve est aussi faite que l'application du 1 % est nettement meilleure.

SYNDIQUÉ À JOUR  
C.G.T. PAS À COURT



- Nous avons avancé dans la mise en oeuvre du P.A.C., notamment depuis les décisions du Comité Confédéral National de ce printemps. Et c'est bien !

Tout au moins pour les organisations et militants qui ont pris cette question politique à bras-le-corps.

Mais il reste considérablement à faire pour que chaque syndicat pratique le P.A.C., pour que chaque dirigeant, militant en fasse son affaire et crée les conditions démocratiques afin d'offrir à chaque adhérent le droit de cotiser à sa convenance.

NOVEMBRE-DECEMBRE 1983, JANVIER 1984 :

une période d'intense activité syndicale où le PRELEVEMENT AUTOMATIQUE DES COTISATIONS doit prendre toute sa place.

C'est une condition à l'élévation de la puissance de la C.G.T. et à l'efficacité de son activité syndicale.



# PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE DES COTISATIONS

## BILAN NATIONAL

|                      |  |                  |  |                 |  |                |  |                     |  |                  |  |                    |  |                    |  |             |  |          |  |                |  |
|----------------------|--|------------------|--|-----------------|--|----------------|--|---------------------|--|------------------|--|--------------------|--|--------------------|--|-------------|--|----------|--|----------------|--|
|                      |  | Pas-de-Calais    |  | Nord            |  |                |  |                     |  |                  |  |                    |  |                    |  |             |  |          |  |                |  |
|                      |  | 429              |  | 3 125           |  |                |  |                     |  |                  |  |                    |  |                    |  |             |  |          |  |                |  |
|                      |  | Somme            |  | Aisne           |  | Ardennes       |  |                     |  |                  |  |                    |  |                    |  |             |  |          |  |                |  |
|                      |  | 441              |  | 442             |  | 733            |  |                     |  |                  |  |                    |  |                    |  |             |  |          |  |                |  |
| Manche               |  | Seine-Maritime   |  | Oise            |  | Val-d'Oise     |  | Aube                |  | Marne            |  | Meuse              |  | Moselle            |  |             |  |          |  |                |  |
| 99                   |  | 1 112            |  | 498             |  | 740            |  | 71                  |  | 1 076            |  | 153                |  | 2 125              |  |             |  |          |  |                |  |
| Orne                 |  | Calvados         |  | Eure            |  | Hauts-de-Seine |  | Paris               |  | Seine-St-Denis   |  | Haute-Marne        |  | Meurthe-et-Moselle |  | Vosges      |  | Bas-Rhin |  |                |  |
| 22                   |  | 25               |  | 158             |  | 971            |  | 5 426               |  | 959              |  | 266                |  | 436                |  | 161         |  | 482      |  |                |  |
| Finistère            |  | Côtes-du-Nord    |  | Ille-et-Vilaine |  | Mayenne        |  | Sarthe              |  | Yvelines         |  | Val-de-Marne       |  | Seine-et-Marne     |  | Haute-Saône |  | C        |  | Haut-Rhin      |  |
| 374                  |  | 11               |  | 342             |  | 80             |  | 484                 |  | 622              |  | 957                |  | 134                |  | 313         |  | 338      |  |                |  |
| Morbihan             |  | Loire-Atlantique |  | Maine-et-Loire  |  | Eure-et-Loir   |  | Loiret              |  | Cher             |  | Essonne            |  | Côte-d'Or          |  | Jura        |  | Doubs    |  | Ter-de-Belfort |  |
| 826                  |  | 614              |  | 55              |  | 124            |  | 527                 |  | 477              |  | 371                |  | 425                |  | 250         |  | 199      |  | 298            |  |
| Vendée               |  | C                |  | Indre-et-Loire  |  | Loir-et-Cher   |  | G                   |  | Yonne            |  | Saône-et-Loire     |  | T                  |  |             |  |          |  |                |  |
| 29                   |  | 329              |  | 161             |  | 194            |  | 523                 |  |                  |  |                    |  |                    |  |             |  |          |  |                |  |
| Charente-Maritime    |  | Deux-Sèvres      |  | Indre           |  | Allier         |  | Nièvre              |  | Rhône            |  | Ain                |  | Haute-Savoie       |  |             |  |          |  |                |  |
| 370                  |  | 77               |  | 45              |  | 732            |  | 222                 |  | 4 894            |  | 434                |  | 653                |  |             |  |          |  |                |  |
| Charente             |  | Vienne           |  | Creuse          |  | Puy-de-Dôme    |  | Haute-Loire         |  | Loire            |  | Isère              |  | Savoie             |  |             |  |          |  |                |  |
| 292                  |  | 133              |  | ?               |  | 855            |  | 170                 |  | 729              |  | 3 829              |  | 1 248              |  |             |  |          |  |                |  |
| Dordogne             |  | Haute-Vienne     |  | Corrèze         |  | Cantal         |  | Lozère              |  | Ardèche          |  | Drôme              |  |                    |  |             |  |          |  |                |  |
| 289                  |  | 89               |  | 164             |  | ?              |  | ?                   |  | 119              |  | 351                |  |                    |  |             |  |          |  |                |  |
| Gironde              |  | Lot-et-Garonne   |  | Lot             |  | Aveyron        |  | Hérault             |  | Gard             |  | Vaucluse           |  | Hautes-Alpes       |  |             |  |          |  |                |  |
| 1 726                |  | 8                |  | 74              |  | 190            |  | 1 067               |  | 1 049            |  | 820                |  | ?                  |  |             |  |          |  |                |  |
| Landes               |  | Gers             |  | Tarn-et-Garonne |  | Tarn           |  | Aude                |  | Bouches-du-Rhône |  | Alpes-Hte-Provence |  | Alpes-Maritimes    |  |             |  |          |  |                |  |
| 113                  |  | 59               |  | 85              |  | 123            |  | 345                 |  | 6 618            |  | 51                 |  | 674                |  |             |  |          |  |                |  |
| Pyrénées-Atlantiques |  | Hautes-Pyrénées  |  | Haute-Garonne   |  | Ariège         |  | Pyrénées-Orientales |  | Haute-Corse      |  | Var                |  |                    |  |             |  |          |  |                |  |
| 401                  |  | 798              |  | 1 278           |  | 162            |  | 386                 |  | ?                |  | 1 423              |  |                    |  |             |  |          |  |                |  |
|                      |  |                  |  |                 |  |                |  |                     |  | Corse-du-Sud     |  |                    |  |                    |  |             |  |          |  |                |  |
|                      |  |                  |  |                 |  |                |  |                     |  | 3                |  |                    |  |                    |  |             |  |          |  |                |  |

63 756 PAC TOTAL AU:

26 OCTOBRE 1983



## COMMENT FAIRE

### POUR QUE LE SYNDICAT SOIT ENREGISTRE ET LE SYNDIQUE PRELEVE

il suffit de remplir :

- 1)- La fiche de coordonnées des syndicats prélevés,
- 2)- La feuille récapitulative de collectage des cotisations,
- 3)- L'autorisation de prélèvement (bordereau bordure verte dans les Unions Départementales)

La fiche 1 sert à enregistrer le syndiqué. ELLE EST A REMPLIR SEULEMENT LA PREMIERE FOIS. L'opération n'est donc pas à renouveler pour les syndiqués qui suivront.

Une fois remplis, les documents 1 - 2 - 3 sont à retourner au Service P.A.C. CGT accompagné du Relevé d'Identité Bancaire (R.I.B.) ou du Relevé d'Identité Postal (R.I.P.) du syndiqué. Celui du syndicat ou de la section syndicale doit être également joint.

PAS DE PRELEVEMENT  
POSSIBLE SANS  
1 et 2

Nous vous joignons les documents 1 et 2 sans lesquels il n'est pas possible d'effectuer le prélèvement des cotisations. Ils peuvent être reproduits en autant d'exemplaires désirés.

L'autorisation de prélèvement 3 (bordereau bordure verte) est dans les Unions Départementales.

4 PEUT ETRE  
REPRODUIT

- 4)- L'autorisation de ventilation aux différentes structures.

Sur demande du syndicat, le reversement aux différentes structures peut être effectué. Dans ce cas, remplir le questionnaire (4) et le renvoyer au P.A.C. CGT en même temps que les documents 1 - 2 - 3

AINSI L'OPERATION S'ACHEVE POUR LE  
SYNDICAT.

LE P.A.C. C.G.T. SE CHARGE DU RESTE

Fiche à renvoyer lors de la première demande de prélèvement au  
SERVICE INFORMATIQUE-BUREAUTIQUE CGT  
263, rue de Paris 93516 MONTREUIL CEDEX

FICHE DE COORDONNEES DES SYNDICATS PRELEVES

FEDERATION DE : .....  
N° : .....(1)

1/ Coordonnées du syndicat :

N°: (1)  
Nom :  
Rue :  
Code postal et ville :  
tél :

2/ Coordonnées du Responsable du prélèvement :

Nom et prénom :  
Adresse personnelle :  
Code postal et ville :  
tél. personnel :

3/ Intitulé du compte du syndicat :

Nom de la banque :  
Adresse :  
Code postal et ville :  
Téléphone :  
  
Code banque :  
Code guichet :  
N° de compte :

4/ Camarade à contacter en cas d'absence du responsable du prélèvement :

(1) ne rien mettre

FEUILLE RECAPITULATIVE DE COLLECTAGE DES COTISATIONS - PAC -CGT

Calendrier des prélèvements :

- 8 janvier : cotisations de janvier et février
- 8 mars : cotisations de mars et avril
- 8 mai : cotisations de mai et juin
- 8 juillet : cotisations de juillet et août
- 8 septembre : cotisations de septembre et octobre
- 8 novembre : cotisations de novembre et décembre

Les syndiqués ci-dessous s'inscrivent pour le prélèvement du :

(les autorisations doivent parvenir au service PAC-CGT 1 mois au moins avant la date du prélèvement).

FEDE.: \_\_\_\_\_ / / /

Syndicat : \_\_\_\_\_ / / / / /

UD : \_\_\_\_\_  
UL : \_\_\_\_\_

Sect. syndicale : \_\_\_\_\_ / / /

Catégories :  
UFICT :   
Ouvrier/empl.   
Retraités

Collecteur : \_\_\_\_\_ / / /

| Nom - Prénom | Nouvel adhérent<br>mettre une croix | Cotisation<br>mensuelle (1) | FD aux carnet pluriannuel   |
|--------------|-------------------------------------|-----------------------------|---|
|              |                                     |                             | <p><b>• IMPORTANT •</b></p> <p>La lère cotisation réglée par l'adhérent est justifiée par l'apposition du timbre FNI sur le carnet pluriannuel, quel que soit le moment de l'adhésion. Il est indispensable de le préciser dans le cas d'un nouvel adhérent en mettant une croix dans la colonne correspondante. Cette mesure est obligatoire afin de permettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la ventilation convenable du montant du timbre FNI;</li> <li>. la validation annuelle de l'adhésion;</li> <li>. la comptabilisation statutaire des adhérents.</li> </ul> |
|              |                                     |                             |   |
|              |                                     |                             |   |
|              |                                     |                             |   |
|              |                                     |                             |   |
|              |                                     |                             |   |
|              |                                     |                             |   |
|              |                                     |                             |   |
|              |                                     |                             |   |
|              |                                     |                             |   |
|              |                                     |                             |   |
|              |                                     |                             |   |
|              |                                     |                             |   |
|              |                                     |                             |   |
|              |                                     |                             |   |

(1) Arrondie impérativement au 0,50 F



AUTORISATION DE VENTILATION AUX DIFFERENTES STRUCTURES :

Nom du syndicat : .....

Numéro P.A.C du syndicat : / / / / /

Le syndicat appartient-il au F.N.I :    /    /    OUI    /    /    NON

Taux du timbre F.N.I :    /    /    /    f

| CODE<br>(ne rien écrire) | ORGANISATION           | REPARTITION EN POURCENTAGE              |                  | TIMBRE A VALEUR FIXE           |                   | REVERSEMENT                    |         | PAR PALIERS | MONTANT DU REVERSEMENT par timbre | TOTAL (facultatif) |
|--------------------------|------------------------|---|------------------|--------------------------------|-------------------|--------------------------------|---------|-------------|-----------------------------------|--------------------|
|                          |                        | Montant total du règlement (facultatif) | % de reversement | Nombre de timbres (facultatif) | Valeur par timbre | Nombre de timbres (facultatif) | Paliers |             |                                   |                    |
|                          | UNION LOCALE:<br>..... |   |                  |                                |                   |                                |         |             |                                   |                    |
|                          | UNION DEPART:<br>..... |   |                  |                                |                   |                                |         |             |                                   |                    |
|                          | FEDERATION :<br>.....  |   |                  |                                |                   |                                |         |             |                                   |                    |

Pour des raisons statutaires et fondamentales, le reversement ne sera effectué que si les trois structures : UL, UD et FD sont concernées. D'autre part il est possible de reverser à des organisations de votre choix, voir au verso.

Une fois rempli, ce questionnaire est à renvoyer à la Confédération avec les coordonnées bancaires ou postales ( RIB ou RIP ) de votre UL, UD, et FD ou toute autre structure bénéficiant de la ventilation afin que nous soyons en mesure d'effectuer les reversements.

Envoyer tout courrier au service PAC/CGT - secteur politique financière, à Mireille MIAU ou Roger FILLON - 263, rue de Paris - 93516 MONTREUIL CEDEX - Tél : 851.80.00 poste 95 21

POSITION C.G.T. ET U.G.I.C.T. CONCERNANT LA POLITIQUE FINANCIÈRE DE LA

---

C.G.T. ET DES FÉDÉRATIONS ET UNIONS DÉPARTEMENTALES

---

I.C.T.A.M. ADHÉRENTS À LA C.G.T.

---

1984 va constituer un tournant dans la mise en oeuvre de la politique financière adoptée lors du 41ème Congrès avec la mise en place du F.N.I. pour plus de 50 % des effectifs syndiqués à la C.G.T..

Il s'agit d'une étape décisive visant à doter la C.G.T., ses organisations, des moyens financiers nécessaires au développement de son activité dans les entreprises, secteurs, catégories, qui constituent un enjeu important pour l'aboutissement de nos objectifs revendicatifs. Il n'est pas possible qu'à cette étape de développement de notre politique financière, la C.G.T., ses organisations, ne s'interrogent pas sur les mesures à prendre dans ce domaine, pour contribuer au développement des idées, de l'activité, de l'influence, des forces organisées C.G.T. parmi les I.C.T.A.M. dont chacun s'accorde par ailleurs à reconnaître l'enjeu politique, économique, social, dans les mutations en cours dans les entreprises.

Mieux connaître la réalité du terrain en ce domaine et de notre activité dans les entreprises, donner les prolongements concrets nécessaires aux enseignements que nous avons tirés des élections prud'homales, prendre appui sur les expériences nouvelles qui se développent parmi ces catégories sous l'impulsion de l'U.G.I.C.T. concernant leur intervention pour transformer la gestion comme moyen de satisfaire les revendications et sortir de la crise, se saisir de l'activité que va développer toute la C.G.T. parmi ces catégories durant la préparation des élections à la Sécurité Sociale constituent une nécessité importante de l'heure pour toute la C.G.T., dans une situation qui recèle à cet égard des possibilités réelles de développement syndical.

Le 41ème Congrès a défini statutairement le rôle de l'U.G.I.C.T. comme : "L'action confédérale parmi ces salariés est définie et mise en oeuvre par l'U.G.I.C.T. qui assure la présence des I.C.T. dans l'orientation et les actions de la C.G.T."

Début 1983, en concertation avec le secteur organisation de la C.G.T., une politique et un effort tout à fait nouveaux sont engagés par l'U.G.I.C.T. ses U.F., ses C.D., sur la bataille du renforcement en adhérents et la création d'organisations U.G.I.C.T. dans les

entreprises qui donnent d'ores et déjà des résultats encourageants :

- 2 200 adhésions nouvelles ; 134 syndicats ou sections U.G.I.C.T. créés dans les entreprises, bilan portant sur plus de 500 entreprises, 33 départements, 23 branches professionnelles où a été prise en charge cette bataille.

Or, la moitié seulement des I.C.T.A.M. adhérents à la C.G.T. contribue au financement de l'activité de l'U.G.I.C.T. qui, pourtant, constitue l'outil essentiel de la C.G.T. pour développer son activité et son influence parmi ces catégories.

S'il s'agit d'une bataille politique de conviction et d'action à mener sur le terrain et qui ne peut en aucun cas être réglé administrativement, il serait paradoxal qu'aucune orientation, aucune mesure concrète ne soit prise en matière de politique financière pour contribuer à développer le processus engagé d'élargissement de l'affiliation à l'U.G.I.C.T. de tous les I.C.T. adhérents à la C.G.T. afin de se doter des forces actives permettant de développer notre influence parmi la masse des I.C.T. dans le pays.

La C.G.T. et l'U.G.I.C.T. proposent en ce sens que, dès 1984, la mise en oeuvre du Carnet Pluri Annuel et la politique financière de la C.G.T. s'accompagnent de quatre mesures concernant les ingénieurs, cadres, techniciens, agents de maîtrise adhérents à la C.G.T. mais non encore cotisants à l'U.G.I.C.T. :

1/ Pour l'ensemble des Fédérations concernées par le Carnet Pluri Annuel, et avec toutes nos organisations départementales, se fixer l'objectif d'un effort réel d'affiliation à l'U.G.I.C.T. de ces camarades, avec tout ce que cela comporte (activité spécifique, cotisations U.G.I.C.T., structures adaptées), conformément aux statuts et orientations du 41ème Congrès.

2/ Traduire concrètement cette démarche par la remise du 1er timbre "F.N.I.-U.G.I.C.T." de la Fédération concernée à l'ensemble de ces I.C.T.A.M. comme cela se fait déjà pour ceux affiliés à l'U.G.I.C.T. ; engager simultanément une action concrète visant à développer le placement des timbres mensuels "Union fédérale" qui constituent les ressources financières essentielles permettant à toutes les structures spécifiques U.G.I.C.T. de développer leur activité. Ces mesures impliquent la commande, l'envoi et le placement de matériel F.N.I.-U.G.I.C.T. et timbre I.C.T. en conséquence.

3/ Chaque Fédération concernée par le Carnet Pluri Annuel, procèdera à une évaluation précise du nombre réel d'I.C.T.A.M. non encore affiliés à l'U.G.I.C.T., cette évaluation devenant l'objectif d'affiliation à atteindre.

4/ Cette évaluation permettra au F.N.I., dès 1984, de reverser à l'U.G.I.C.T. une part sur le timbre F.N.I. équivalente au prix de la carte U.G.I.C.T. (5 F) pour l'ensemble de ces adhérents I.C.T.A.M. comme cela se fait déjà pour ceux affiliés actuellement à l'U.G.I.C.T..

De telles mesures constitueraient un point d'appui politique important pour accélérer le processus d'affiliation des I.C.T. à l'U.G.I.C.T. indispensable pour doter cette organisation des moyens nécessaires. Elles permettraient à toutes les Fédérations adoptant ce Carnet Pluri Annuel de mieux cerner la réalité de leur secteur en ce domaine et à partir de cela, de prendre les mesures adaptées en matière d'organisation et de renforcement.

